

Couvre-feu et hôpitaux en détresse : Métro-boulot-dodo... et surtout boulot !

L'état d'urgence sanitaire est prolongé jusqu'en février 2021, le couvre-feu étendu désormais à 46 millions de personnes. Eh oui, la deuxième vague est là et continue de monter. Mais pas les moyens de lutter efficacement contre le virus. Car les mesures qui font peser sur la population le poids de la situation sanitaire cachent mal la responsabilité du gouvernement dans la gestion de la crise, le manque de moyens et les contradictions. Ces mesures semblent d'ailleurs bien dérisoires pour enrayer l'épidémie. Impréparation, incohérence ? Pas seulement, car il y a bien une logique : faire des économies et préserver les grandes entreprises, quoi qu'il en coûte pour le monde du travail.

La responsabilité des uns

Dépistage, traçage, protocole sanitaire : le gouvernement gère la crise sanitaire au moindre coût. Dans les Ehpad, la propagation du virus est inquiétante. Dans les établissements scolaires, rien n'a été prévu depuis la rentrée pour soulager les classes surchargées, que l'administration rechigne à fermer, même avec des cas avérés de Covid.

Dans les hôpitaux, la situation est catastrophique. Épuisement, sous-effectif, insuffisance des moyens : nous avons bien raison d'être en colère contre le gouvernement, nous qui réclamons depuis des années des embauches massives et de l'argent pour la santé. Véran et Macron répètent qu'il est impossible de former du personnel dans des délais si courts. Mais cela fait déjà neuf mois depuis février ! Bien plus que les deux jours de formation que reçoivent les soignants envoyés d'urgence en renfort dans les services de réanimation.

Et comment justifier l'impréparation ? Le manque est criant depuis des années. Et rien n'a été fait depuis le début de l'épidémie. Au contraire, la situation des hôpitaux a empiré. Résultat : des soignants testés positifs contraints de travailler, les congés annulés et des hôpitaux qui craquent déjà. Parce qu'on ne peut pas tout déprogrammer, ni délester les hôpitaux vers d'autres régions, il y a en Île-de-France 30 % de places disponibles en réanimation de moins qu'au printemps pour les malades de la Covid ! À qui la faute ?

La culpabilisation des autres

« *Le meilleur moyen de soulager l'hôpital, c'est de ne pas tomber malade* » a dit Castex. Merci du conseil ! Comme si nous étions coupables de propager la Covid !

Tout ça pour justifier les restrictions, en reportant la responsabilité de la deuxième vague sur la population, dont le quotidien sous couvre-feu devrait se résumer à aller travailler.

Pas étonnant que certains dénoncent les interdictions en cascade qui pèsent sur la vie sociale. Certes, il ne suffit pas d'avoir assez de lits de réanimation pour endiguer l'épidémie, il faut aussi des mesures collectives. Mais ce ne sont pas les contrôles de police et les amendes qui vont améliorer la situation sanitaire, alors qu'il faut attendre des jours pour se faire tester et qu'on est obligés – entre 6 heures et 21 heures – de s'entasser dans les transports, à l'école et au travail !

Leur seule logique : nous faire travailler malgré le virus

Le grand patronat, lui, ne subit pas toutes ces contraintes. Certains petits patrons doivent fermer boutique, mais les grandes entreprises sont préservées. Après leur avoir offert des milliards avec le plan de relance, le gouvernement veille à ce que les travailleurs continuent à s'y faire exploiter. Dans les entreprises, les masques et le gel hydroalcoolique permettent aux employeurs de se dédouaner de leurs responsabilités en termes d'organisation du travail ou de traçage des cas contacts. Macron l'a rappelé : rien n'est obligatoire pour les patrons. Même pas le télétravail, parfois refusé aux salariés contraints de prendre les transports et de travailler dans des conditions dégradées.

Il n'est pas question de risquer nos vies pour la gagner. Partout, nous devons exiger des conditions de travail sécurisées. La colère contre le gouvernement et ses mesures est légitime, car sa seule boussole est le maintien des profits des grandes entreprises malgré l'épidémie. Mais qu'elle soit économique ou sanitaire, ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise !

Barbarie, misère sociale : pas des fatalités

Depuis l'assassinat de Samuel Paty, pas un jour n'est passé sans que soient proférés par le gouvernement, la droite ou l'extrême droite xénophobes des propos nauséabonds confondant terroristes islamistes et musulmans ou une partie de la population supposée l'être. Jusqu'à s'en prendre aux rayons halal ou casher dans les supermarchés...

L'extrême droite a toujours utilisé la xénophobie comme fonds de commerce, pour diviser les classes populaires, les renvoyer à leur « communauté » et les éloigner de leurs intérêts communs. Elle est talonnée par Macron et son gouvernement, soucieux de grappiller des voix en alimentant les amalgames.

L'extrême droite propage le racisme, nos gouvernants vendent leurs armes, envoient leurs troupes ou soutiennent tous les dictateurs au Moyen-Orient ou en Afrique. De l'autre côté, les islamistes tuent depuis des années, dans leurs pays encore bien plus qu'en France. Les uns comme les autres sont les deux bouts d'un même bâton destiné à maintenir l'ordre par la division, voire à terroriser. Ces ennemis de classe des travailleurs, prêts à dégainer la haine raciale ou religieuse, ont une même devise : que les capitalistes continuent à faire des profits.

La loi contre le « séparatisme » que prépare Macron n'a pas d'autre but. Sa politique anti-ouvrière, exclusivement en faveur du grand patronat, appauvrit la société et ne fait qu'alimenter le terreau sur lequel poussent l'extrême droite et toutes les formes de fascisme, fanatisme religieux compris.

Face à cela, les travailleurs peuvent changer la donne, se battre toutes origines confondues contre cette société d'injustice et d'exploitation.

Plan blanc et conditions de travail noires

L'hôpital a remis en place son plan blanc. Cela veut dire des horaires modifiés, des congés, repos et RTT reportés, des changements de planning, de service ou de pôle, sans renfort, ou si peu.

De nombreux collègues sont déjà fatigués et n'ont toujours pas récupéré après la fatigue due à la première vague de Covid et l'importante activité des services pour tenter de prendre en charge les patients dont les soins avaient été reportés.

Et les vagues promesses faites par Véran de majoration d'heures sup' ou de compensation de congés non pris n'empêcheront pas la fatigue de continuer à s'accumuler.

Maltraitance

Le SSR est fermé depuis le 16 octobre. La vingtaine de collègues qui y travaillaient encore n'ont appris leur nouvelle affectation que le jour même, en

fin d'après midi, découvrant alors où ils iraient travailler le lendemain ou le lundi suivant. Le module « respect des équipes » devait être en option dans la formation de ces directeurs et autres cadres !

Maintien des postes d'IADE aux urgences

L'équipe du Smur est composée, entre autres, d'une vingtaine d'IDE et d'IADE. Mais la direction cherche à retirer ces derniers, alors que leurs compétences sont capitales, par exemple lors de certains transports de patients très instables...

Ils ont décidé de ne pas se laisser faire, et font circuler une pétition pour demander leur maintien dans les véhicules d'urgences !

Si Tours l'a fait, Besançon le peut

Le centre ressources autisme (CRA) est un petit service installé à Saint-Jacques. Les agents qui y travaillent appartiennent à l'hôpital, mais il dépend du secteur médico-social, donc ils n'ont pas droit à la revalorisation indiciaire. L'hôpital de Tours l'a accordé aux agents de son CRA ! Cherchez l'erreur !

Il faut embaucher !

Entre le financement « Buzin » qui représente 160 000 euros et les 500 000 euros de la cagnotte Covid, cela fait une tirelire de 660 000 euros pour améliorer les conditions de travail. Mais pour réaliser un pareil objectif, il faut embaucher massivement. Et pour cela, cette somme est ridicule.

Quand la Covid fait cramer les neurones

Pour anticiper la seconde vague de la Covid19 et trouver rapidement les renforts nécessaires à la prise en charge des patients, la DGOS (Direction générale de l'offre de soins) propose de former les AS en quinze jours. Pour la formation des IDE, ce sera un mois et un an pour les médecins ?

Le compte n'y est pas

Les collègues CAE ont travaillé dans les services pendant la période Covid, mais ils n'ont pas eu droit à la prime ! À la place, comme lot de consolation, la direction leur a donné 300 euros en bons d'essence offerts par Total.

Est-ce si étonnant ?

Sondage réalisé par l'ordre des infirmiers : 57 % des soignants estiment être en épuisement professionnel, 32 % en Bourgogne-Franche-Comté se disaient déjà à bout avant même le début de la seconde vague, 43 % des infirmiers interrogés ne savent pas s'ils feront le même travail dans cinq ans.